## Emmanuelle Le Texier



# Barrios des États-Unis : des logiques d'exclusion aux logiques communautaires ?

A SÉGRÉGATION spatiale, raciale, sociale et économique des minorités d'origine mexicaine n'est pas sans rappeler le phénomène de ghettoïsation des Noirs aux États-Unis. Les citoyens américains n'ont pas un accès égal aux biens publics, écoles, services de santé, parc ou environnement propre. La marginalisation de certaines populations, en particulier du fait de leur appartenance ethnique ou raciale, de leur niveau de revenu, de leur appartenance de classe, constitue un problème majeur de l'intégration des différences et du fonctionnement démocratique américain. L'exclusion socio-spatiale des pauvres et des minorités s'accompagne en outre d'une image d'apathie, de passivité et d'absence de participation politique.

Depuis les années 1980, l'accélération des flux migratoires d'origine asiatique et latino-américaine a profondément diversifié la composition des métropoles américaines. De plus, la restructuration économique a entraîné le remplacement des emplois industriels par des emplois plus instables ou plus qualifiés dans le secteur des services, faisant parler de l'émergence des villes post-fordistes <sup>1</sup>. Cette rupture a accentué la polarisation des villes américaines, marquée par le départ des classes moyennes des centres villes vers les espaces suburbains. Enfin, le désinvestissement massif de l'État et la diminution drastique des programmes de financements fédéraux, étatiques

Saskia Sassen, The Global City: New York, London, Tokyo, Princeton, Princeton University Press, 1991.

ou municipaux dans les zones marginalisées, principalement les centres urbains (*inner cities*), ont accéléré l'appauvrissement de leurs résidents, source des multiples émeutes et tensions au début des années 1990, notamment à Los Angeles et Washington.

En réponse à ces violences urbaines, la politique de désinvestissement fédéral menée sous la présidence de Ronald Reagan<sup>2</sup> a été remplacée par de nouvelles formes d'« interventionnisme ». La première vise à accompagner le retrait de l'État par une politique de taxation préférentielle favorable à la libre entreprise dans certains îlots urbains (enterprise zones sous George Bush Senior). La seconde promeut la revitalisation des centres urbains par ses habitants (empowerment zones sous Bill Clinton). Néanmoins, les récentes mutations des politiques urbaines n'ont fait que renforcer l'existence et la persistance de la ségrégation résidentielle de certains groupes sur la base de critères sociaux, ethniques, raciaux et/ou économiques. Près de quarante ans après l'adoption du Fair Housing Act de 1965, la ségrégation résidentielle continue ainsi à marquer les villes américaines.

En 1990, près de 8,5 millions d'Américains vivent dans des espaces caractérisés par un taux extrême de pauvreté. Parmi eux, les Noirs représentent près de 50 %, les Latinos 25 % et les Blancs 22 %. Les Latinos <sup>3</sup> sont de plus en plus touchés par le processus de ségrégation résidentielle : de 1970 à 1990, leur nombre est passé de 729 000 à 2 millions, un accroissement essentiellement lié à la croissance démographique. En 1990, alors que la population d'origine mexicaine aux États-Unis représente 5,4 % de la population totale (soit plus de 13 millions d'individus), 14,3 % d'entre eux résident dans des enclaves ethniques. Le phénomène a pu faire parler de ghettoïsation des Latinos aux États-Unis au sein de *barrios* (quartiers).

L'examen de la ségrégation spatiale des *barrios* a logiquement été influencé par les modèles théoriques développés pour les ghettos noirs. Les approches ont tour à tour favorisé les explications de la concentration résidentielle en termes culturalistes

<sup>2.</sup> Michael Jones-Correa, « Structural Shifts and Institutional Capacity: Possibilities for Ethnic Cooperation and Conflict in Urban Settings », in M. Jones-Correa (éd.), Governing American Cities, New York, Russel Sage Foundation, 2001, p. 194.

<sup>3.</sup> Latinos/Hispaniques: toute personne qui s'identifie à l'un des groupes listés par le questionnaire du recensement américain: mexicain, portoricain ou cubain, ou encore d'origine espagnole, hispanique ou latino.

(culture de pauvreté) ou structuralistes (sous-prolétariat ou underclass). Toutefois, depuis la fin des années 1980, l'application de ces modèles théoriques aux barrios se heurte à des approches qui insistent sur le caractère volontaire de l'exclusion. À l'inverse des ghettos noirs, le barrio résulterait de choix individuels, du désir de vivre ensemble. Les logiques communautaires remplaceraient donc les logiques d'exclusion. Le barrio ne serait ainsi qu'un nouveau type de « quartier communautaire ». Il convient d'explorer ce changement de paradigme, après avoir analysé les limites des approches traditionnelles des barrios. Il s'agit de montrer en quoi celui-ci s'inscrit dans une réflexion à double tranchant qui vise à légitimer d'une part, le « droit à la différence », et d'autre part, le retrait de l'intervention étatique dans les espaces marginalisés des villes américaines.

Aux États-Unis, el barrio désigne de manière générique toute enclave hispanique telle que le quartier portoricain de Spanish Harlem à New York, ou mexicain de Pilsen à Chicago. Plus rigoureusement, les barrios dits ghettoïsés sont définis comme un ensemble d'îlots de recensement contigus dont au moins 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et partage la même identification ethnique<sup>4</sup>. Toutefois, une définition plus restrictive s'impose qui se réfère uniquement aux barrios mexicains des villes du sud-ouest américain. Ĉette distinction permet de souligner la spécificité de la ségrégation des populations d'origine portoricaine qui cumule une triple exclusion - raciale, ethnique et socio-économique<sup>5</sup> – et de souligner la singularité historique des barrios mexicains. À l'origine en effet, le barrio fait référence à la transformation des colonias ou pueblos mexicains incorporés après la guerre de conquête américaine du sud-ouest américain au 19e siècle. La « barriorisation » des populations mexicaines décrit le développement d'enclaves ségréguées qui résulte à la fois du statut socio-économique et politique subordonné des Mexicains suite à l'établissement d'une économie de type capitaliste, et des programmes

<sup>4.</sup> Nous combinons ici les critères de Paul A. Jargowsky (Poverty and Place. Ghettos, Barrios and the American City, New York, Russell Sage Foundation, 1997) et ceux de John R. Logan, Richard D. Alba et Wenquan Zhang («Immigrant Enclaves and Ethnic Communities in New York and Los Angeles », American Sociological Review, vol. 67, avril 2002, p. 299-322).

<sup>5.</sup> Philippe Bourgois, In Search of Respect. Selling Crack in El Barrio, New York, Cambridge University Press, 1995.

d'américanisation forcée qui institutionnalisent la domination raciale des *Anglos* dès la fin des années 1920 <sup>6</sup>.

#### Barrio et « culture de pauvreté »

L'approche des barrios s'est d'abord inscrite dans la lignée des travaux de l'école de Chicago, puis a été largement influencée par le concept de « culture de pauvreté<sup>7</sup> » développé par Oscar Lewis. Cette théorisation, établie à partir du cas de la famille Sánchez, famille mexicaine des quartiers pauvres de la ville de Mexico, est transposée dans l'étude de familles mexicaines immigrées aux États-Unis 8. Elle imprègne encore aujourd'hui l'ensemble de la littérature et des politiques publiques ayant cette population pour objet. Oscar Lewis reconnaît l'existence de causes structurelles de l'émergence d'une culture de pauvreté mais affirme qu'une fois établie, celle-ci devient une variable indépendante qui détermine la persistance de l'exclusion socio-économique. La prééminence d'une culture urbaine spécifique aux « pauvres » devient le facteur explicatif de l'ensemble des dysfonctionnements de ces espaces. La désorganisation sociale 9 d'ordre pathologique, familiale, psychologique, thème de prédilection des tenants de l'école de Chicago, est ainsi expliquée par le développement d'une sous-culture de passivité. Elle correspondrait au déclin de l'influence des règles sociales sur les individus,

<sup>6.</sup> Albert Camarillo, Chicanos in a Changing Society. From Mexican Pueblos to American Barrios in Santa Barbara and Southern California, 1848-1930, Cambridge, Harvard University Press, 1979. Ainsi, les barrios de Los Angeles (East L.A., White Fence, El Hoyo Maravilla, Jardín et Cucamonga), de Santa Barbara, San Bernardino, San Diego, Houston et San Antonio font l'objet d'une littérature principalement historique et sociologique: Richard Griswold del Castillo, The Los Angeles Barrio, 1850-1890: a Social History, Berkeley, University of California Press, 1979; George J. Sánchez, Becoming Mexican American: Ethnicity, Culture and Identity in Chicano Los Angeles, 1900-1945, New York, Oxford University Press, 1993; Ricardo Romo, East Los Angeles. History of a Barrio, Austin University of Texas Press, 1983; Richard Griswold del Castillo et Arnoldo de León, North to Aztlán. A History of Mexican Americans in the United Sates, New York, Twayne, 1996.

<sup>7.</sup> Oscar Lewis, «The Culture of Poverty», in Daniel Moynihan (éd.), On Understanding Poverty, New York, Basic Books, 1968, p. 187-200.

<sup>8.</sup> O. Lewis, Five Families. Mexican Case Studies in the Culture of Poverty: San Juan and New York, New York, Basic Books, 1959.

William I. Thomas et Florian Znaniecki, Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919), Paris, Nathan/Essais et Recherches, 1998; Ernest W. Burgess, Roderick Mckenzie, Robert E. Park, The City, Chicago, University of Chicago Press, 1967.

à l'affaiblissement des valeurs collectives et à la valorisation croissante des pratiques individuelles. Ses effets, déstructurant les liens sociaux, marginaliseraient davantage les habitants des barrios.

De manière intéressante, l'approche d'Oscar Lewis recoupe au niveau local ce que, au plan national, Gabriel Almond et Sidney Verba ont qualifié de culture politique mexicaine. Dans Civic Culture 10, les auteurs caractérisent les attitudes et les comportements politiques des Mexicains comme des éléments d'une culture politique passive propre à un système politique centralisé et autoritaire. La population est perçue comme politiquement passive, traditionnaliste, conservatrice, caractérisée par un faible tissu associatif et une contestation des autorités et institutions dominantes quasi inexistante. La transmission de ces traits dans la migration renforce la vision apathique attribuée aux immigrés mexicains et sert à alimenter les écrits des conservateurs américains qui prônent la fin d'une intervention étatique jugée génératrice d'une culture de pauvreté et d'assistance 11.

Pourtant, l'amélioration économique puis la crise des années 1990 ont eu des effets directs sur le degré de marginalisation socioéconomique des barrios, mettant à l'épreuve des faits la théorie culturaliste. L'émergence de formes expressives d'une « contre-culture » représente davantage un symptôme de la ségrégation résidentielle, raciale et sociale, qu'un déterminant de celle-ci. D'autre part, la complexité et l'hétérogénéité de ces espaces urbains, dont la majorité des habitants travaille, survit et scolarise ses enfants dans un environnement extrêmement défavorisé, sont souvent niées au profit d'une surmédiatisation de la violence urbaine. À côté du concept de culture de pauvreté, ceux de « colonie intérieure » et d'underclass ont tenté de souligner les facteurs structurels de la ségrégation résidentielle des populations d'origine mexicaine dans les métropoles américaines.

<sup>10.</sup> Gabriel A. Almond et Sidney Verba, The Civic Culture, Princeton, Princeton University Press, 1963.

<sup>11.</sup> Charles Murray, Losing Ground: American Social Policy 1950-1980, New York, Basic Books, 1984; et Lawrence M. Mead, Beyond Entitlement: The Social Obligations of Citizenship, New York, The Free Press, 1986.

#### Le *barrio* : une « colonie intérieure » ?

Les théories de la dépendance appliquées à la ségrégation résidentielle des ghettos noirs ont fortement contribué à battre en brèche les arguments culturalistes. Le concept de « colonie intérieure », développé dans l'ouvrage de Robert Blauner, *Racial Oppression in America* <sup>12</sup>, a distingué trois conditions de la discrimination structurelle des Noirs aux États-Unis : leur arrivée forcée par l'esclavage, le travail imposé, et la destruction culturelle. Adapté aux *barrios* <sup>13</sup>, ce concept souligne le fait que la ségrégation résidentielle des Mexicains résulte d'un double processus : les pratiques privées de discrimination raciale d'une part, et les politiques publiques qui institutionnalisent la segmentation du marché du logement et du travail sur des bases raciales, d'autre part.

Les barrios forment une « colonie intérieure » tout d'abord du fait des conditions historiques de la discrimination envers les Latinos, et les Mexicains en particulier, très différentes des expériences migratoires européennes rapidement assimilées. L'immigration en provenance d'Amérique latine est pensée dans le cadre historique de la domination politique et de la dépendance économique du Mexique vis-à-vis des États-Unis. L'annexion du territoire mexicain, l'imposition d'un modèle de développement dépendant, l'importation d'une main d'œuvre bon marché ou la segmentation du marché du travail, constituent les conditions du « colonialisme intérieur ». Ensuite, la présence historique, durable et renouvelée des Mexicains sur le territoire américain, et l'existence prolongée de colonias et barrios aux États-Unis, permettent d'établir un autre parallèle avec la ségrégation raciale des ghettos noirs. L'intégration forcée des populations par la conquête militaire du nord du Mexique, l'absence de choix de position dans la force de travail par le cantonnement dans les industries lourdes et l'agriculture, la discrimination salariale et l'acculturation par les programmes d'américanisation ont contri-

12. Robert Blauner, Racial Oppression in America, New York, Harper & Row, 1972.

<sup>13. «</sup> En termes politiques, la situation de "colonialisme intérieur" se présente à la fois comme l'absence d'autorité sur les institutions du *barrio*, et comme l'absence d'influence de ce dernier sur les institutions politiques plus larges qui l'affectent directement. Ainsi, l'état de "colonie intérieure" peut se résumer essentiellement à une condition d'impuissance », Mario Barrera, Carlos Muñoz, Charles Ornelas, « The Barrio as an Internal Colony », *in* Harlan Hahn (éd.), « People and Politics in Urban Society », *Urban Affairs Annual Reviews*, vol. 6, Beverly Hills, Sage, 1971, p. 480-481.

bué à situer les Chicanos 14 aux plus bas échelons des différentes classes sociales 15.

Dans cette perspective, la ségrégation des barrios est identique à celle des ghettos noirs. La mobilité spatiale, quand elle a lieu, reste largement horizontale et liée à des facteurs externes tels que la spéculation immobilière et le racisme institutionnalisé. Elle s'assimile plutôt à une transition permanente de l'ensemble du groupe et non à une dispersion similaire à celle des immigrés d'origine européenne sous le fait d'un éventuel processus d'ascension sociale. Par conséquent, la persistance d'un marché du logement dual qui discrimine l'accès à la propriété ou à la location, y compris dans les banlieues suburbaines, implique la ségrégation des résidents des barrios. Ceuxci formeraient alors une « version latinisée » de l'underclass.

## Barrio et underclass : une analogie discutable

Le concept d'underclass élaboré dans les années 1960 16 établit le lien entre le phénomène de ségrégation résidentielle et ses déterminants structurels. Dans The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass, and Public Policy, Julius Wilson 17, afin de caractériser les facteurs de concentration et de marginalisation de cette population, appréhende la permanence des ghettos noirs des villes du nordest américain sous l'angle de deux mutations essentielles. D'un côté, la restructuration économique a participé au phénomène de désindustrialisation et à l'accroissement du taux de chômage déjà extrêmement élevé des Noirs américains. De l'autre, l'exode des classes moyennes noires des centres urbains vers les banlieues suburbaines a

<sup>14.</sup> Le terme Chicano est né des mouvements de droits civiques de la fin des années 1960 (Chicano Movement et Chicano Power construits à l'image du Black Power) ; il a été choisi par certaines organisations communautaires ancrées dans les barrios qui revendiquaient des formes d'autodétermination, parfois nationalistes : Suzanne Oboler, Ethnic Labels, Latino Lives. Identity and the Politics of Re(Presentation) in the United States, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

<sup>15.</sup> Mario Barrera, Race and Class in the Southwest, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1979; John Moore, « Colonialism: the Case of the Mexican Americans », Social Problems, printemps 1970, p. 463-472.

<sup>16.</sup> Herbert Gans, The Urban Villagers, New York, The Free Press, 1982 (éd. révisée et aug-

<sup>17.</sup> William J. Wilson, The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass, and Public Policy, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

favorisé la concentration de la pauvreté et la destruction des institutions de socialisation. La constitution corrélée d'un « sousprolétariat » noir a aggravé l'isolement social et systémique.

Le terme d'*underclass*, déjà très débattu pour qualifier les ghettos noirs, a été appliqué aux *barrios* mexicains <sup>18</sup>. C'est sa critique qui a donné lieu à un changement de paradigme pour souligner le caractère volontaire de la ségrégation dans les *barrios* et les logiques communautaires de sa constitution.

# Des logiques communautaires ?

Les tenants du pluralisme culturel critiquent l'application du concept d'underclass aux barrios pour trois séries de facteurs. Le premier élément critique est le rôle de la restructuration économique dans la constitution d'un sous-prolétariat latino. Or, cette variable ne prend pas en compte la réindustrialisation partielle de certaines villes américaines, comme par exemple Los Angeles, qui abritent les barrios. Par ailleurs, la concentration des minorités peut favoriser l'émergence de niches économiques spécifiques dans ces enclaves ethniques 19, tout comme le développement de l'économie informelle, de l'économie du crime, et d'emplois sous-payés dans le secteur des services; autant d'alternatives aux pertes d'emploi liées à la restructuration économique. Ces nuances permettent de montrer que les individus peuvent résister aux mutations de l'économie globale ou à l'exclusion salariale du secteur formel. Mais le changement de paradigme souligne aussi qu'un certain type d'ascension sociale se réalise dans les enclaves ethniques sans intervention extérieure, ce qui vise à légitimer le désinvestissement étatique des centres urbains ségrégués. Le deuxième élément critiqué dans l'application du concept d'underclass au barrio est d'ordre démographique. L'immigration mexicaine, en modifiant sans cesse les strates de populations, et en compensant le départ éventuel des classes moyennes, limiterait

<sup>18.</sup> Douglas S. Massey, American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass, Cambridge, Harvard University Press, 1993; M. Katz (éd.), The Underclass Debate: Views from History, Princeton, Princeton University Press, 1993.

<sup>19. «</sup> Le phénomène économique d'entrepreneuriat ethnique se caractérise par la concentration spatiale d'immigrants qui organisent un ensemble varié d'enterprises pour leur propre marché ethnique et pour le reste de la population », Alejandro Portes, *The Economic Sociology of Immigration : Essays on Networks, Ethnicity, and Entrepreneurship*, New York, Russell Sage Foundation, 1995.

le phénomène de concentration de la pauvreté. Cette approche souligne certes la spécificité démographique des barrios mexicains, mais elle omet qu'une grande partie de l'immigration mexicaine vers les métropoles est constituée de sans-papiers. Ces derniers, dont la situation socio-économique est très défavorable, forment une classe d'exclus au sein même du barrio. Enfin, la troisième critique insiste sur la préservation des liens sociaux et des différentes institutions du barrio: famille, églises, organisations communautaires. Les flux migratoires raviveraient l'identité culturelle, participant au maintien de la langue espagnole, de la solidarité communautaire et de l'expression de formes de citoyenneté culturelle et identitaire 20. Le barrio pourrait alors être considéré comme un lieu central et fonctionnel (lovers modérés, solidarités familiales et amicales, liens culturels, etc.) qui, le plus souvent, sert d'étape initiale aux nouveaux arrivants sans ressources ou pourvus d'un capital humain et matériel limité<sup>21</sup>.

## Changement de paradigme, ségrégation et modèles d'incorporation

Les critiques de l'application du concept d'underclass au barrio par les tenants du pluralisme culturel, certes justifiées, marquent aussi l'émergence d'un nouveau paradigme qui vise à démontrer que la concentration résidentielle dans les barrios résulte d'un choix préférentiel : celui de vivre ensemble dans des quartiers culturellement homogènes. Ce tournant reflète le lien inhérent entre ségrégation résidentielle et modèles d'incorporations désirés ou imposés aux minorités dans la société d'accueil. Traduite en termes de politiques publiques, la valorisation des logiques communautaires au détriment des logiques d'exclusion omet les composantes institutionnelles et politiques de la marginalisation des populations d'origine mexicaine aux États-Unis. Il convient en effet de noter dans ce changement de paradigme que deux conceptions de l'incorporation se confrontent, auxquelles correspondent autant de situations spatiales.

<sup>20.</sup> Manuel Castells, The Power of Identity, London, Blackwell, 1997; William V. Flores et Rina Benmayor (éd.), Latino Cultural Citizenship: Claiming Identity, Space, and Rights, Boston, Beacon Press, 1997.

<sup>21.</sup> John Moore et Raquel Pinderhughes, In the Barrios. Latinos and the Underclass Debate, New York, Russel Sage Foundation, 1993; Richard D. Alba, John R. Logan, Brian Stults, « Residential Inequality and Segregation in an Immigration Era: An Analysis of Major U.S. Metropolitan Regions in 1990 », in Jeffrey G. Reitz (éd.), Host Societies and the Reception of Migrants, La Jolla, CCIS, 2003, p. 119-150.

La première approche, défendue par Iris Young, est celle du pluralisme ethnique qui exige la reconnaissance des demandes et de l'existence des minorités, ou encore d'être « ensemble dans la différence » (together-in-difference <sup>22</sup>). Si la ségrégation résidentielle est injuste lorsqu'elle est involontaire, la différenciation peut à l'inverse exprimer le regroupement des individus selon des choix préférentiels. Cette conception politique d'une citoyenneté différenciée tend à reconnaître le désir de préserver et maintenir les spécificités culturelles, économiques, politiques ou organisationnelles de certains groupes. Dans sa forme territorialisée, l'exemple-type de cette ségrégation volontaire, alternative à l'assimilation, est l'enclave ethnique suburbaine regroupant une classe moyenne. Toutefois, cette hypothèse séduisante s'applique à certains quartiers asiatiques suburbains (comme Monterey Park à Los Angeles), mais plus difficilement aux barrios mexicains ou à d'autres enclaves ghettoïsées.

La deuxième conception qui s'oppose à l'approche du pluralisme ethnique et privilégie l'analyse en termes de logiques d'exclusion plutôt que communautaires, est celle de l'exclusion raciale et de l'assimilation segmentée des minorités. Trois raisons démontrent que c'est ce processus de marginalisation <sup>23</sup> qui demeure le plus pertinent pour appréhender l'exclusion des *barrios* mexicains. Premièrement, la capacité des enclaves ethniques à intégrer les nouveaux immigrants mexicains reste limitée, du fait d'une large proportion de migrants sans papiers et de l'étroitesse du marché économique qui n'absorbe pas cette main d'œuvre. Deuxièmement, les transformations politiques subies par les centres urbains ont été majeures. Le désinvestissement institutionnel intervenu avec la fin des programmes de finan-

<sup>22. «</sup> Je propose un idéal alternatif à l'inclusion sociale et politique que j'appelle "solidarité différenciée" (differentiated solidarity). Cet idéal partage avec celui de l'intégration le même engagement à combattre l'exclusion et à encourager la liberté individuelle. Mais, contrairement à certaines des formulations de l'idéal d'intégration, la "solidarité différenciée" affirme également la liberté d'association qui peut supposer le rassemblement résidentiel et la différenciation civique. En même temps, l'idéal de "solidarité différenciée" permet d'observer, voire d'affirmer, que les groupes qui se distinguent localement et culturellement résident ensemble dans une région plus vaste dont les conditions structurelles et environnementales les affectent tous, et où les actions et les interactions ont souvent des conséquences distributives qui tendent à privilégier certains aux dépens des autres », I. Young, Inclusion and Democracy, Princeton, Princeton University Press, 2001, p. 197.

<sup>23.</sup> Elijah Anderson et Douglas S. Massey (éd.), *Problem of the Century : Racial Stratification in the United States*, New York, Russell Sage Foundation, 2001.

cements des organisations communautaires durant la « guerre contre la pauvreté » (War Against Poverty, 1965-1972) a provoqué la disparition des institutions de socialisation nées à cette époque. Depuis les année 1980, la disparition des organisations gérées par les résidents des barrios a ainsi entraîné la résurgence des pandillas (gangs). Dans ses effets les plus aiguës, l'expérience de l'isolement, de la ségrégation et du manque de ressources touche directement la capacité des nouvelles générations d'origine mexicaine à s'incorporer (assimilation segmentée, déclin de la deuxième génération et génération « à risque » <sup>24</sup>). Ainsi, le désinvestissement politique, économique et social dans les barrios, et la segmentation ethnique du logement et du marché du travail érodent le capital social des familles des barrios.

Loin d'aboutir à un désir de vivre ensemble en différence, les barrios représentent l'institutionnalisation d'une ségrégation croissante de la population d'origine mexicaine aux États-Unis. Le changement de paradigme pour appréhender la ségrégation résidentielle, des approches culturalistes et structuralistes (et de leurs variantes) aux thèses développées par les tenants du pluralisme ethnique et culturel, marque un tournant théorique critique. Il souligne les limites de l'application aux barrios des concepts initialement dessinés pour les ghettos noirs. Mais il évacue la complexité de ces espaces au profit d'une explication qui privilégie la thèse des choix communautaires préférentiels et, par conséquent, légitime le désinvestissement étatique et l'absence d'intégration sous couvert du respect d'un droit à la différence.

Emmanuelle Le Texier (eletexier@ucsd.edu), doctorante à l'Institut d'Études Politiques de Paris, rattachée au C.E.R.I., est associée au Center for Comparative Immigration Studies de l'Université de Californie, à San Diego (UCSD). Ses travaux portent sur les formes de mobilisation collective des immigrés aux États-Unis et abordent plus spécifiquement la transnationalisation de l'immigration mexicaine aux États-Unis et la participation au sein d'enclaves ethniques. Elle a récemment publié « Immigration

<sup>24.</sup> Herbert Gans, « Second Generation Decline: Scenarios for the Economic and Ethnic Future of the Post-1965 American Immigrants », Ethnic and Racial Studies, vol. 15, n° 2, 1992, p. 173-193 ; David E. López et Ricardo Stanton-Salazar, « Mexican Americans. A Second Generation at Risk », in Ruben Rumbaut et Alejandro Portes, Ethnicities. Children of Immigrants in America, Los Angeles, University of California Press, 2001, p. 57-58.

et obsession sécuritaire aux États-Unis », *Questions internationales*, La Documentation Française, n° 5, janvier-février 2004. Prochaine publication : « Debating Barrio Boundaries : Gentrification and Gendered Participation », *in* Richard Griswold del Castillo et Isidro Ortiz (éds.), *Latinos in San Diego : History, Politics, and Culture*, 2005.

#### RÉSUMÉ.

La permanence de la ségrégation spatiale des populations d'origine hispanique dans les *barrios* (enclaves ethniques) des métropoles américaines a tour à tour été expliquée en termes culturalistes (« culture de pauvreté ») et structuralistes (sousprolétariat ou *underclass*). Toutefois, depuis la fin des années 1980, l'application de ces modèles aux *barrios* se heurte à des approches qui insistent sur le caractère volontaire de l'exclusion. À l'inverse des ghettos noirs, le *barrio* résulterait des choix individuels, du désir de vivre ensemble dans des quartiers culturellement homogènes. Les logiques communautaires remplaceraient donc les logiques d'exclusion. Ce changement de paradigme s'inscrit dans une réflexion à double tranchant qui vise à légitimer d'une part, le « droit à la différence », et d'autre part, le retrait de l'intervention étatique dans les espaces marginalisés des villes américaines.

Two theoretical models are traditionally employed to explain the permanence of residential segregation in American *barrios*: one based on cultural factors (culture of poverty) and the other on structural factors (the so-called "underclass" approach). Nowadays, though, a new competing paradigm suggests that, unlike Afro-American ghettos, Hispanic enclaves in the U.S. are the upshot of a voluntary process based on individual choices to live together in culturally homogeneous neighbourhoods, hence of inclusion in communities rather than exclusion along socio-economic and/or ethnic lines. But the change of paradigm is a two-edged sword: whilst shoring up the right to difference, it is used by some to justify cutbacks in state programmes to ameliorate conditions in America's slums.